

Célébration du 18e anniversaire de l'assassinat du président Ndadaye

@rib News, 21/10/2011 â€“ Source XinhuaLe président burundais Pierre Nkurunziza et son épouse Denise Bucumi ont présidé vendredi à Bujumbura aux cérémonies marquant le 18^e anniversaire de l'assassinat de Melchior Ndadaye (10 octobre 1993 - 21 octobre 2011), premier président burundais démocratiquement élu le 1er juin 1993. Les cérémonies ont été organisées en deux moments forts, à savoir une messe commémorative en la mémoire de l'illustre disparu à la Cathédrale Regina Mundi et les dépôts des gerbes sur sa tombe se trouvant dans les enceintes d'un ancien palais présidentiel situé au centre de la ville de Bujumbura en présence de plusieurs hautes de marque dont des membres du corps diplomatique, a-t-on constaté sur place.

La poursuite de l'héritage politique du président Ndadaye par les gouvernements burundais postérieurs à sa mort a fait objet de controverse dans l'environnement de l'organisation de ces cérémonies. En effet, à la veille de la célébration de cette anniversaire, la direction du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU), la formation politique de feu président Ndadaye, a indiqué par la voix de son président Léonce Ngendakumana, qu'il est déplorable que le dossier judiciaire du président assassiné ait été classé sans suite depuis l'accession au pouvoir du Conseil National Défense/Forces de la Défense de la Démocratie (CNDD/FDD) le 26 août 2005. Le président du FRODEBU, qui est également président de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) regroupant une dizaine de formations politiques burundaises d'opposition, a précisé que le classement sans suite du dossier judiciaire du président Ndadaye et la perspective de « rouvrir ce dossier » lors de l'installation de la future Justice de Transition (JT), ferait que les planificateurs de l'assassinat de l'ancien président « se la coulent douce » en toute impunité. Par ailleurs, au regard du président du FRODEBU et président en exercice de la coalition des partis d'opposition ADC-Ikibiri, le gouvernement CNDD-FDD n'aurait pas à ouvrir le chantier démocratique hérité du président Ndadaye. Pour sa part, le Délégué Général du Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC), un collectif regroupant une centaine d'associations, Pacifique Nininahazwe, affirme qu'il est regrettable qu'il n'y ait toujours pas de justice rendue sur l'assassinat du président Ndadaye jusqu'à ce jour. Le Délégué Général du FORSC ajoute que même si certains exécutants de ce crime ont été condamnés à des peines carcérales il y a quelques années, les commanditaires n'ont jamais, en revanche, été inquiétés. Nous avons espéré, a-t-il souligné, que la mise en place rapide des mécanismes de la JT, pourrait amener à punir ceux qui ont planifié cet acte ignoble. De son côté, Jérémie Ngendakumana, s'exprimant en qualité de président du parti présidentiel CNDD-FDD, a indiqué qu'il est dommage que ce soit le FRODEBU qui annonce le classement sans suite du dossier judiciaire du président Ndadaye alors qu'il aurait dû être le premier à se saisir du dossier au moment où il était encore aux affaires. Le gouvernement CNDD-FDD a hérité de cette situation, a dit le président de la formation politique au pouvoir ; mais, « je pense que rien n'est perdu, car chaque chose doit se faire en son temps », a-t-il insisté. On ne peut donc dire que le dossier judiciaire sur l'assassinat du président Ndadaye (désigné au rang de « héros de la démocratie »), a été classé sans suite, a marqué le CNDD-FDD en faisant remarquer que « ce serait un leurre de penser qu'on peut tuer un président aussi gratuitement pour après classer sans suite une telle affaire ! ». N'étant pas de la magistrature, a noté encore le président de la formation politique présidentielle, « je ne sais pas dire clairement les contraintes » pour pouvoir refixer ce dossier devant les instances judiciaires, a dit M. Jérémie Ngendakumana. Il a affirmé cependant, que n'en déplaise à ces détracteurs, le CNDD-FDD, depuis son arrivée aux affaires depuis six ans déjà, est en train de mettre en chantier le projet démocratique hérité par feu président Ndadaye, notamment en respectant les droits de la personne humaine.